

ENQUETE SUR UN ANNIVERSAIRE

REPONSES A CINQ QUESTIONS

LE P.C.F. A 50 ANS

VI. - 1947: L'ÉLIMINATION DES MINISTRES COMMUNISTES DU GOUVERNEMENT

Alors que d'aucuns ont reproché au Parti Communiste de n'avoir pas fait la révolution en 1945, d'autres l'accusent d'avoir, à la même époque, voulu s'emparer de l'Etat. Ainsi expliquent-ils, du moins, la participation des communistes au gouvernement, après la Libération. Toi-même, tu fus ministre de la Production industrielle. Quels étaient les mobiles du Parti ?

Des mobiles bien simples et qui n'ont jamais varié : son souci de l'indépendance nationale du pays et des intérêts populaires. Nous avions devant nous la guerre et la Libération. Les usines étaient arrêtées faute de combustibles; les voies ferrées étaient coupées, des ponts détruits, le parc ferroviaire anéanti.

En bref, la France n'avait plus que ses bras pour se relever et, dans sa population, prévalait l'aspiration au changement.

Si la guerre était finie, ses suites politiques, sur le plan mondial, se faisaient fort sentir. Les armées alliées étaient en route vers notre sol. C'est donc au Parti Communiste qu'il fallait proposer les nouveaux fondements d'une politique

de postes inévitables et difficiles; on espérait que nous nous y cassierions les dents. C'était un mauvais calcul. Il était clair pour nous que du redressement de l'économie nationale — un redressement qui grand nombre de patrons freinaient par tous les moyens, voire même par le sabotage — dépendait le sort de notre pays. C'était une tâche ardue, mais nous avions tout le parti et la majorité des travailleurs avec nous pour tenter de la mener à bien.

Et les résultats ont été éloquentes. Songe qu'il fallait trouver des matières premières, du courant électrique, du charbon, qu'il fallait des ponts pour refaire les ponts, des rails pour refaire les voies ferrées. Nous ne disposions plus que de 11.000 locomotives sur 15.000 et encore 4.000 d'entre elles devaient être réparées; nous manquions de wagons, de camions.

En quelques mois il fallait de l'électricité, c'est-à-dire d'abord du minerai et des ressources en énergie. Or en octobre 1946, dans tous les secteurs essentiels, les chiffres de production étaient inférieurs à ceux de 1938 ou 1939; pour l'électricité, le réseau pouvait fonctionner sur une base supérieure à 26 milliards de kWh par an contre 18 milliards en 1938. La production de charbon atteignait 109 % de celle de 1938, la production d'aluminium en juillet 1946 dépassait de 70 % la moyenne mensuelle de 1938. En sept mois, la production des minerais de fer augmentait de plus de 30 %.

Cette époque. La preuve en est dans les allées repêchées du grand patron (dont on sait le soutien qu'il a apporté à Gaëlle) contre des conquêtes. On comprend d'ailleurs la bourgeoisie. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'elle a vu tomber les nationalisations (EDF, GDF, Houillères, etc.). A l'époque vit aussi le jour le Statut général de la Fonction publique, élaboré par Maurice Thorez, qui accordait aux fonctionnaires des droits qui leur étaient jusqu'alors contestés. Furent adoptés aussi le Statut des mineurs et celui des cadres et des enseignants.

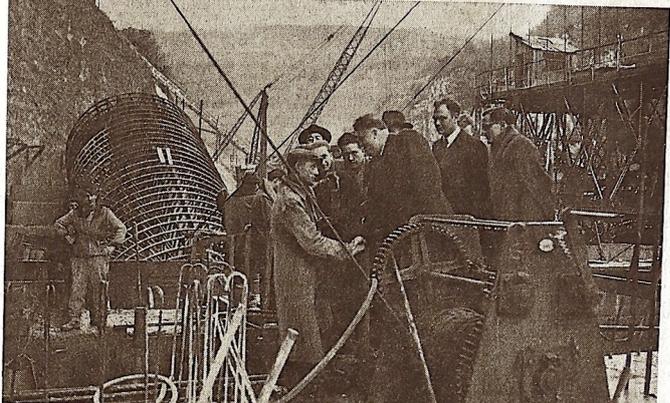
Avec la création de la Sécurité sociale furent adoptées les lois sociales auxquelles Ambroise Croizat donna son nom et droits à la retraite pour les vieux travailleurs; l'institution des Comités d'entreprise, etc.

La participation des communistes aux affaires de l'Etat s'est donc montrée bénéfique à de nombreux égards. Pourquoi les ministres communistes ont-ils alors été évincés ?

Il y a eu, en fait, une raison essentielle et un prétexte. Mais il faut d'abord rappeler, le crois, que le gouvernement représentait un très large éventail politique dont la majeure partie était prête à satisfaire plus facilement les exigences du patronat que les revendications des travailleurs. La lutte de classes n'était ni manquée ni prévue un jour un long sursis.

De même, sur le plan mondial, après la lutte commune contre le nazisme, l'antibourgeoisisme n'allait pas tarder à montrer le bout de l'oreille dans les cercles dirigeants des pays capitalistes. Ce contexte ne doit pas être oublié. Il sert de toile de fond aux événements de l'époque.

Les travailleurs avaient accompli des prodiges pour relever le pays. La France avait reçu des Etats-Unis une aide qui s'élevait, début 1946, à deux milliards de dollars. Toutes les difficultés, toutefois, n'étaient pas résolues et un ministre du gouvernement, Léon Blum, fut envoyé à Washington, pour y négocier les conditions d'une nouvelle aide. Elle sera accordée : un accord financier est signé le 28 mai 1946 entre Léon Blum et le secrétaire d'Etat américain James Byrnes. Mais à quel prix ? Le gouvernement français, pressé cet accord, renonce définitivement à la politique d'avant-guerre qui consistait à protéger la production française. C'est l'ouverture de nos frontières à la concurrence étrangère. Notre économie, à peine convalescente, va subir en premier lieu la concurrence commerciale américaine. Byrnes, lui-même, dit dans un discours, en exaltant ce que, outre, et obtenant, la signature d'une convention amicale appliquée à partir du 1er juillet 1946 et concernant la production de films américains en France : les films français ne disposent plus de écrans dans les salles françaises, que l'équilibre d'un semaine par mois; le reste du temps, place peut être faite pour les films américains.



La France manque de tout. Il faut reconstruire, construire et notamment des centrales qui fourniront l'énergie nécessaire. (Notre photo, février 1946; Marcel Paul inspecte le barrage de Génissiat, Rhône.)

Dans une lettre accompagnant cet accord, l'ambassadeur de France à Washington confirmait que du 1er juillet 1947 au 31 juillet 1948 le gouvernement français était prêt à verser trois millions de dollars à des firmes cinématographiques d'outre-Atlantique « au titre des bénéfices réalisés par elles en France ». C'était là une bien curieuse aide dont l'effet le plus clair était de permettre aux capitalistes américains une certaine diminution sur l'économie française.

Elle ne devait pas être seulement économique. Robert Blum, fils de Léon Blum, et qui fut servit de collaborateur au cours de son ambassade extraordinaire aux U.S.A. Le signalait au président du gouvernement français, un mois avant la signature des accords d'aide, dans un rapport confidentiel : « pour certaines personnalités américaines, la contrepartie du côté français devait (...) être une prise de position extrêmement franche dans le problème qui domine les autres, celui en foyers de conflits américains-russes ». C'était inclure le gouvernement français à faire bouger le pays dans le camp des partisans d'un antibourgeoisisme qui allait prendre bientôt l'allure (et le nom) d'une guerre froide.

Cette offensive américaine ne concernait d'ailleurs pas seulement la France, mais la plupart des pays capitalistes, d'Europe occidentale affaiblis par la guerre. Les dirigeants de Washington mirent sur pied un plan d'aide — le plan Marshall, du nom du successeur de Byrnes au gouvernement américain. Pendant des mois, on vit le général Marshall faire la navette entre l'Europe

et les U.S.A., échangeant dollars contre exigences politiques. Inutile de dire que les travailleurs ne virent pas la couleur de ces dollars réservés aux grandes firmes, mais qu'ils ressentirent très vite les effets du glissement de la politique française vers les thèses américaines.

Il y avait un obstacle cependant à un tel processus : la présence de communistes au gouvernement. Et ceci n'était pas valable que pour la France.

Il vint donc un moment où l'urgence se fit impérieuse. Déjà, en 1946, le président des Etats-Unis, Truman, recevant de Gaëlle à la Maison-Blanche, lui avait conseillé de se séparer des ministres communistes. Mais le poids de l'opinion, en France, était encore le plus fort.

Le 1er août 1946, parce que les communistes assistaient aux délibérations ministérielles, le gouvernement américain avait interdit la communication des « informations » nucléaires « aux pays étrangers », se réservant en même temps un monopole absolu d'armement pour le paix mondiale.

Par décret Marshall, donc, pour les pays dont le gouvernement comporte des ministres communistes : C'est ainsi qu'en Belgique, les ministres communistes sont évincés le 13 mars 1947, ils le seront, dans les mois qui suivront, aussi en Italie et en Autriche, cependant que les partis communistes seront, au cours de la même période, interdits dans l'Etat de New York, au Brésil, en Grèce, etc.

Comment les choses se passeront-elles ?

En avril 1947, l'ambassadeur des Etats-Unis en France, Jefferson Caffery, laisse entendre au président du Conseil du moment, Ramadier, que les relations franco-américaines seraient facilitées si les communistes ne siégeaient plus au gouvernement. Mais déjà la décision était prise : qu'il s'agisse de la défense des revendications des travailleurs, du refus de voter les crédits pour la guerre au Vietnam, des problèmes économiques, le gouvernement trouvait toujours les ministres communistes pour l'opposer à une politique contraire aux intérêts de la France.

La bourgeoisie française avait choisi le camp impérialiste, le camp de l'antibourgeoisisme. Encore était-il impossible de l'avoir aussi crûment au pays et fallait-il trou-

ver un prétexte pour évincer nos ministres. Les ministres communistes refusaient de se poser avec une acuité plus grande encore : les dizaines de milliers d'ouvriers de chez Renault se mettent en grève et doivent faire face aux accusations violentes de la police.

Les ministres communistes refusent de dénoncier des revendications des travailleurs. Le 4 mai 1947, à 21 h 15, Maurice Thorez justifie la position de notre parti devant le président du Conseil, Paul Ramadier, ouvre alors un dossier en sort un texte, et dit, en substance : En vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Constitution, je retire la délégation de pouvoir que j'avais accordée aux ministres communistes et je les remplace.

C'était l'expulsion. La politique étrangère française allait pouvoir saluer le pacte atlantique, le pacte atlantique, réarmement allemand. Sur le plan intérieur, c'était la poursuite de la sale guerre au Vietnam, l'austérité plus grande pour les travailleurs, les atteintes aux libertés. Mais la lutte continuait, sous d'autres formes.

En réalité, les événements montrèrent la continuité de la ligne du Parti, que ce soit dans la lutte contre l'occupant, après la Libération, avec l'entrée de ministres communistes au gouvernement ou avec leur éviction : la lutte pour l'indépendance de la France inséparable du progrès social.

(1) Histoire de la IV^e République, t. I, Georges Elger (Payard).

PROCHAIN ARTICLE

L'attitude du Parti Communiste devant la guerre d'Algérie.

LE 29 DECEMBRE, A LA MUTUALITE...

...le Parti Communiste célébrera le 50^e anniversaire de sa fondation.

Cette soirée sera présidée par Jacques Duclos. L'événement sera marqué par un discours de Georges Marchais.

Un programme artistique, avec les Musiciens de Paris, Denis Manuel et Sacha Distel, clôturera la soirée.

René Pichelin interroge Marcel Paul (interview réalisée le 15 décembre)

On peut affirmer que sous l'impulsion du Parti et de ses ministres, la classe ouvrière a remporté le pays à bout de bras. Mais n'est-ce pas vrai que lorsque la classe ouvrière a des responsabilités, elle sait faire des prodiges ?

— N'est-ce pas aussi l'époque où le gouvernement de Gaëlle a institué la Sécurité sociale ?

Si l'on félicite les gaullistes, c'est même de Gaëlle seul qui en serait l'auteur... A la vérité, le gouvernement n'a fait qu'appliquer des mesures prises par le programme du CNR et il est à gauche des ministres communistes, les travailleurs n'auraient pas enregistré le bien de conquêtes sociales qui marquent



Nombresuses étaient les destructions causées par les combats libérateurs et les ruines, reconstruire les villes dévastées. François Billoux fut ministre de la Reconstruction. (Notre photo : Caen en 1946)

L'Humanité du mardi 22 décembre 1970 - n° 8190

L'Humanité du mardi 22 décembre 1970 - n° 8190

